

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/45555]

8 JUIN 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 février 2022 relatif aux critères de durabilité de la biomasse pour la production d'énergie et des critères de réduction des émissions de gaz à effet de serre et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, l'article 38, § 1^{er} ;

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, les articles 2 et 33^{quater} ;

Vu le décret du 15 octobre 2020 relatif à l'organisation du marché de l'énergie thermique et aux réseaux d'énergie thermique, l'article 14, § 1^{er} ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, en particulier ses articles 2 et 30, qui trouvent leur fondement décretaal dans les articles 17 et 83 du décret du 11 mars 1999 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 février 2022 relatif aux critères de durabilité de la biomasse pour la production d'énergie et des critères de réduction des émissions de gaz à effet de serre et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération ;

Vu le rapport du 18 juillet 2022 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis 73.232/4 du Conseil d'État, donné le 29 mars 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant la notification SA.63176 du 20 mai 2021 concernant le régime wallon de certificats verts ;

Considérant l'avis de la Fédération des biométhaniseurs agricoles, donné le 6 janvier 2023 ;

Considérant l'avis de la Fédération wallonne de l'Agriculture, donné le 12 janvier 2023 ;

Considérant l'avis du Comité transversal de la biomasse énergie, donné le 13 janvier 2023 ;

Considérant l'avis du pôle « Énergie », donné le 13 janvier 2023 ;

Considérant l'avis d'EDORA, donné le 16 janvier 2023 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Énergie ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables.

Art. 2. L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 février 2022 relatif aux critères de durabilité de la biomasse pour la production d'énergie et des critères de réduction des émissions de gaz à effet de serre et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération est modifié comme suit :

1^o à l'alinéa 1^{er}, le « 30^o » inséré entre le 27^o et le 28^o est remplacé par le « 27/1^o » ;

2^o à la suite du 30^o, il est inséré ce qui suit :

« 31^o la preuve de durabilité : une déclaration émise par un opérateur économique disposant d'un certificat délivré par un organisme de certification dans le cadre d'un système volontaire. La preuve de durabilité certifie la conformité d'un lot spécifique de biomasse ou de carburants aux critères de durabilité et de réduction des émissions de gaz à effet de serre énoncés aux articles 5 à 11 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 février 2022 relatif aux critères de durabilité de la biomasse pour la production d'énergie et des critères de réduction des émissions de gaz à effet de serre et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération ;

32^o l'opérateur économique : un producteur de biomasse, un collecteur de déchets et de résidus, un exploitant d'installations transformant de la biomasse en produits intermédiaires ou finaux pour la production de combustible, un exploitant d'installations produisant de l'énergie à partir de la biomasse, ou tout autre opérateur, y compris des exploitants d'installations de stockage ou des négociants qui sont en possession physique de matières premières ou de carburants issus de la biomasse, pour autant qu'ils traitent des informations portant sur les caractéristiques de durabilité et de réduction des émissions de gaz à effet de serre de ces matières premières ou carburants. Pour le cas du gaz renouvelable produit à partir de biomasse, sont également visés les producteurs, les intermédiaires et fournisseurs de gaz ainsi que les clients finals. » ;

3^o l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« Concernant l'alinéa 1^{er}, 27^o, les organismes d'évaluation de la conformité délivrent un certificat aux opérateurs économiques sur la base d'un schéma de certification tel que visé dans le présent arrêté. » ;

4^o à l'alinéa 5, le chiffre "29" est remplacé par "28".

Art. 3. Dans l'article 12 du même arrêté, au point 1^o, les mots « et lorsque la valeur e1 pour ces bioliquides, calculée conformément au système déterminé par le Ministre est égale ou inférieure à zéro » sont supprimés.

Art. 4. L'article 16 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 16. Pour apporter la démonstration du respect des critères de durabilité et de réduction des émissions de gaz à effet de serre de la biomasse, chaque lot de biomasse est accompagné d'une preuve de durabilité.

Dans les cas où un critère de réduction des émissions des gaz à effet de serre est applicable, le producteur d'énergie démontre le respect de ce critère lorsqu'il possède une des certifications volontaires reconnues par la Commission Européenne conformément à l'article 30, §§ 4 et 5, de la Directive (UE) 2018/2001 et émet des preuves de durabilité concernant cette réduction.

La certification volontaire est contrôlée annuellement par un organisme d'évaluation de la conformité. ».

Art. 5. Dans l'article 18 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « Dans le cadre de démarches destinées à l'obtention ou à l'octroi de certificats verts, » sont insérés au début du paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er} ;

2° au même paragraphe, les mots « Dans le cadre de démarches pour l'obtention d'aides à l'investissement ou d'une demande d'avis au CTB telle que prévue à l'article 20, § 1^{er}, 5°, du présent arrêté, » sont insérés au début du second alinéa ;

3° dans le paragraphe 2, un alinéa rédigé comme suit est inséré après le premier alinéa :

« L'octroi des certificats verts est conditionné à la présentation à l'Administration des preuves de durabilité, telles que visées à l'article 16 lors de chaque déclaration d'index trimestrielle. ».

Art. 6. Dans l'article 19 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, la phrase « La preuve de durabilité énoncée à l'article 16 incombe au producteur de biométhane, et ce peu importe l'utilisation de ce dernier après son injection sur le réseau. » est remplacée par « La preuve du respect des critères de durabilité et de réduction des émissions de gaz à effet de serre telle qu'énoncée à l'article 16 incombe aussi bien aux producteurs de biométhane qu'aux clients finaux du biométhane produit au sens de l'article 2, 35°, du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz » ;

2° dans le paragraphe 2, l'alinéa 3 est remplacé par : « L'octroi de garanties d'origine pour le gaz injecté pour les installations concernées par le présent arrêté est conditionné à la présentation à l'Administration des preuves de durabilité visées à l'article 16 lors de chaque déclaration d'index trimestrielle. ».

Art. 7. Un nouvel article 19/1 est inséré à la suite de l'article 19 rédigé comme suit :

« Art. 19/1. Le client final, au sens de l'article 2, 35°, du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, qui veut se prévaloir du caractère renouvelable et durable d'une quantité de gaz prélevé sur un réseau de distribution ou de transport apporte, selon les modalités déterminées par l'Administration, les preuves suivantes :

1° pour chaque période de prélèvement, de maximum un mois, la preuve de l'annulation pour son compte, dans la banque de données gérée par l'Administration ou dans une banque de données d'un organisme compétent ou d'une autorité compétente reconnue en Région wallonne, de garanties d'origine émises pour la production d'une quantité équivalente de gaz renouvelable injectée au cours de cette même période de prélèvement. Cette quantité équivalente de gaz doit avoir été injectée sur un réseau de distribution ou de transport interconnecté avec le réseau de distribution ou de transport à partir duquel a été prélevée la quantité de gaz dont le caractère renouvelable et durable est revendiqué par le client final. À défaut de réseaux de distribution ou de transport interconnectés, le client final démontre que la traçabilité du gaz consommé est garantie par un système de bilan massique conforme à l'article 14, §§ 2 et 3 ;

2° la preuve que le ou les producteurs de la quantité de gaz injectée, visée au 1°, n'ont pas transféré ou vendu à un autre client final, le cas échéant via un intermédiaire, un document attestant du caractère renouvelable et durable, émis pour cette quantité de gaz.

Pour satisfaire à l'exigence de l'alinéa 1^{er}, 1°, la preuve de l'annulation des garanties d'origine mentionne, selon les modalités déterminées par l'Administration :

1° l'identité du client final pour le compte duquel les garanties d'origine sont annulées ;

2° les dates de début et de fin de prélèvement ;

3° le code d'identification unique du point de prélèvement ;

4° l'identité du producteur de gaz pour lequel les garanties d'origine annulées ont été émises ;

5° les dates de début et de fin d'injection ;

6° le code d'identification unique du point d'injection.

Pour satisfaire à l'exigence de l'alinéa 1^{er}, 2°, le client final fournit, selon les modalités déterminées par l'Administration, les preuves de durabilité, visées à l'article 16, se rapportant au gaz pour lequel les garanties d'origine, visées à l'alinéa 1^{er}, 1°, ont été émises et annulées.

Lorsqu'un producteur de gaz ne doit pas être certifié en vertu de l'article 16, le client final satisfait à l'exigence, visée à l'alinéa 1^{er}, 2°, pour la quantité de gaz injectée par ce producteur, au moyen d'une déclaration sur l'honneur signée par ce producteur.

L'Administration détermine les modalités et le formulaire de déclaration sur l'honneur. ».

Art. 8. Dans l'article 21 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, alinéa 2, les mots « le respect des critères de durabilité et de réduction des émissions de gaz à effet de serre » sont remplacés par les mots « les démarches entreprises et les mesures prises pour assurer le respect des critères de durabilité et de réduction des émissions de gaz à effet de serre » ;

2° au paragraphe 4, alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) à la phrase liminaire, les mots « visé au paragraphe 1^{er}, 5° » sont remplacés par les mots « visé à l'article 20, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5° » ;

b) au 2°, les modifications suivantes sont apportées :

1) les mots « visé au § 1^{er}, 5° » sont remplacés par les mots « visé à l'article 20, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4° » ;

2) les mots « Pour les installations de cogénération, l'étude doit démontrer que le projet est une « cogénération de qualité » » sont remplacés par les mots « Les installations de cogénération sont conçues en fonction des besoins de chaleur et de froid du client, au sens de l'article 2, 35°, du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, sauf dans les situations où le demandeur peut démontrer que la valorisation totale de certains vecteurs

énergétiques n'est techniquement pas réalisable, ou que les frais liés à cette valorisation conduisent à grever significativement la rentabilité du projet sur sa durée de vie » ;

c) au 3°, les mots « sur le respect des clauses de Durabilité des Intrants » sont remplacés par les mots « sur les démarches entreprises et les mesures prises afin d'assurer du respect des critères de durabilité » ;

3° le paragraphe 5 est remplacé par ce qui suit : « § 5. Le Ministre peut préciser les modalités d'analyse pour les avis et validation visés à l'article 20, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5°, 7° et 8°. ».

Art. 9. Un article 28/1 est inséré à la suite de l'article 28 rédigé comme suit :

« Art. 28/1. Les lots de biomasse utilisées pour la production d'énergie entre le 23 février et le 31 décembre 2023 pour lesquels il n'aura pas été possible d'obtenir une preuve de durabilité au sens de l'article 16 sont présumés en conformité avec les critères de durabilité et de réduction des émissions de gaz à effet de serre, si pour chaque lot de biomasse pour lequel il n'a pu obtenir une preuve de durabilité, le producteur d'énergie communique à l'administration tous les éléments de preuve :

1° démontrant qu'il a tout mis en œuvre pour obtenir ou émettre au plus vite des preuves de durabilité conformes à l'article 16, et les raisons pour lesquelles il n'a pas été raisonnablement possible de les obtenir ;

2° démontrant les raisons pour lesquelles il n'a pu développer d'alternatives raisonnables pour accéder à d'autres sources de biomasse pour lesquelles une preuve de durabilité aurait pu être obtenue ;

3° démontrant dans quelle mesure la biomasse concernée offre des caractéristiques qui lui permet de répondre aux critères repris dans les articles 5 à 11 du présent arrêté, en fournissant également le bilan massique.

Les preuves fournies font l'objet d'un audit de vérification réalisé par un auditeur indépendant, ceci conformément aux exigences de la norme ISAE 3000. Le rapport d'audit sera remis à l'administration au plus tard le 31 mars 2024. ».

Art. 10. L'article 17/1 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération, tel que modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 février 2022 relatif aux critères de durabilité de la biomasse pour la production d'énergie et des critères de réduction des émissions de gaz à effet de serre et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 17/1. Durant toute la période d'octroi de certificats verts, le bioliquide ou le combustible issu de la biomasse utilisé par le producteur dans une unité de production respecte les critères de durabilité et de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Le Ministre peut préciser le système de vérification du respect des critères de durabilité et de réduction des émissions de gaz à effet de serre, tel que prévu à l'article 16 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 février 2022 relatif aux critères de durabilité de la biomasse pour la production d'énergie et des critères de réduction des émissions de gaz à effet de serre et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération. Ce système peut notamment inclure une certification et un contrôle, le cas échéant périodique, de l'unité de production, et une obligation de déclaration, à charge du producteur, relative au bioliquide ou au combustible issu de la biomasse utilisé, associée le cas échéant à la production de pièces justificatives à la demande de l'Administration.

Lorsque l'Administration constate, sur base du système de vérification, que le bioliquide ou le combustible issu de la biomasse utilisé par le producteur dans une unité de production n'apporte pas les preuves conformément à l'article 16 de l'arrêté du 10 février 2022 relatif aux critères de durabilité de la biomasse pour la production d'énergie et des critères de réduction des émissions de gaz à effet de serre et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération, elle applique les dispositions suivantes :

1° lorsque qu'un lot de biomasse n'est pas accompagné de preuves de durabilité conformément à l'article 16 de l'arrêté du 10 février 2022 relatif aux critères de durabilité de la biomasse pour la production d'énergie et des critères de réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'électricité produite à partir de cette biomasse ne donne pas droit à l'octroi de certificats verts ;

2° lorsque le producteur d'énergie ne peut démontrer, pour un lot de biomasse, le respect du critère de réduction des émissions de gaz à effet de serre parce que le taux de réduction des émissions de gaz à effet de serre est inférieur aux standards de l'article 11 de l'arrêté du 10 février 2022 relatif aux critères de durabilité de la biomasse pour la production d'énergie et des critères de réduction des émissions de gaz à effet de serre, la production d'électricité produite à partir de cette biomasse ne donne pas droit à l'octroi de certificats verts ;

3° lorsque le producteur d'énergie ne peut pas démontrer le respect du critère de réduction des émissions de gaz à effet de serre parce que sa certification est retirée, résiliée, suspendue ou périmée, il ne reçoit pas de certificats verts pour l'électricité produite entre la date à partir de laquelle il ne dispose plus de certification en cours de validité et le moment où le respect du critère de réduction des émissions de gaz à effet de serre peut être à nouveau démontré conformément à l'article 16 de l'arrêté du 10 février 2022 relatif aux critères de durabilité de la biomasse pour la production d'énergie et des critères de réduction des émissions de gaz à effet de serre. ».

Art. 11. Le Ministre qui a l'énergie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 8 juin 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
P. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2023/45555]

8. JUNI 2023 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Februar 2022 bezüglich der Nachhaltigkeitskriterien für Biomasse zur Energieerzeugung und der Kriterien für Treibhausgaseinsparungen und zur Änderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, Artikel 38 § 1;

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, Artikel 2 und 33^{quater};

Aufgrund des Dekrets vom 15. Oktober 2020 über die Organisation des Wärmeenergiemarkts und über die Wärmenetze, Artikel 14 § 1;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere Artikel 2 und 30, die ihre dekreterale Grundlage in den Artikeln 17 und 83 des Dekrets vom 11. März 1999 finden;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Februar 2022 bezüglich der Nachhaltigkeitskriterien für Biomasse zur Energieerzeugung und der Kriterien für Treibhausgaseinsparungen und zur Änderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms;

Aufgrund des Berichts vom 18. Juli 2022, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 29. März 2023 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 73.232/4;

In Erwägung der Notifizierung SA.63176 vom 20. Mai 2021 über die wallonische Regelung für grüne Zertifikate;

In Erwägung der am 6. Januar 2023 abgegebenen Stellungnahme der "Fédération des biométhaniseurs agricoles";

In Erwägung der am 12. Januar 2023 abgegebenen Stellungnahme des wallonischen Landwirtschaftsverbands ("Fédération wallonne de l'agriculture");

In Erwägung der am 13. Januar 2023 abgegebenen Stellungnahme des bereichsübergreifenden Ausschusses für die Biomasse-Energie;

In Erwägung der am 13. Januar 2023 abgegebenen Stellungnahme des Pools "Energie";

In Erwägung der am 16. Januar 2023 abgegebenen Stellungnahme von "EDORA";

Auf Vorschlag des Ministers für Energie;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie (EU) 2018/2001 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 11. Dezember 2018 zur Förderung der Nutzung von Energie aus erneuerbaren Quellen teilweise umgesetzt.

Art. 2 - Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Februar 2022 bezüglich der Nachhaltigkeitskriterien für Biomasse zur Energieerzeugung und der Kriterien für Treibhausgaseinsparungen und zur Änderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms wird wie folgt abgeändert:

1° In Absatz 1 wird die zwischen den Ziffern 27 und 28 eingefügte Ziffer "30" durch die Ziffer "27/1" ersetzt;

2° Nach Ziffer 30 wird Folgendes eingefügt:

"31° Nachweis für Nachhaltigkeit: eine Erklärung eines Wirtschaftsteilnehmers, der über ein Zertifikat verfügt, das von einer Zertifizierungsstelle im Rahmen eines freiwilligen Systems ausgestellt wurde. Mit dem Nachhaltigkeitsnachweis wird die Konformität einer bestimmten Lieferung von Biomasse oder Brennstoffen mit den Nachhaltigkeitskriterien und den Kriterien für Treibhausgaseinsparungen gemäß den Artikeln 5 bis 11 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Februar 2022 bezüglich der Nachhaltigkeitskriterien für Biomasse zur Energieerzeugung und der Kriterien für Treibhausgaseinsparungen und zur Änderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms bescheinigt;

32° Wirtschaftsteilnehmer: ein Erzeuger von Biomasse, ein Sammler von Abfällen und Rückständen, ein Betreiber von Anlagen, in denen Biomasse zu Zwischen- oder Endprodukten für die Brennstoffherstellung verarbeitet wird, ein Betreiber von Anlagen, in denen Energie aus Biomasse erzeugt wird, oder jeder andere Marktteilnehmer, einschließlich Betreibern von Lagereinrichtungen oder Händlern, die im physischen Besitz von Rohstoffen oder Brennstoffen aus Biomasse sind, sofern sie Informationen über die Nachhaltigkeits- und Treibhausgasemissionsmerkmale dieser Rohstoffe oder Brennstoffe verarbeiten. Im Fall von erneuerbarem Gas aus Biomasse sind auch die Erzeuger, Gasvermittler und -lieferanten sowie die Endkunden gemeint.;"

3° Absatz 4 wird durch Folgendes ersetzt:

"In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 27 stellen die Konformitätsbewertungsstellen den Wirtschaftsakteuren ein Zertifikat auf der Grundlage eines Zertifizierungsschemas aus, wie es in dem vorliegenden Erlass aufgeführt ist.;"

4° in Absatz 5 wird die Ziffer "29" durch die Ziffer "28" ersetzt.

Art. 3 - In Ziffer 1 von Artikel 12 desselben Erlasses wird die Wortfolge "und ist der gemäß dem durch den Minister festgelegten System berechnete el-Wert für diese flüssigen Biobrennstoffe kleiner oder gleich null" gestrichen.

Art. 4 - Artikel 16 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 16 - Um den Nachweis zu erbringen, dass die Nachhaltigkeitskriterien und die Kriterien für Treibhausgas-einsparungen für Biomasse erfüllt sind, wird jeder Lieferung von Biomasse ein Nachhaltigkeitsnachweis beigelegt.

In Fällen, in denen ein Kriterium für Treibhausgaseinsparungen anwendbar ist, weist der Energieerzeuger die Einhaltung dieses Kriteriums nach, wenn er eine der von der Europäischen Kommission gemäß Artikel 30 §§ 4 und 5 der Richtlinie (EU) 2018/2001 anerkannten freiwilligen Zertifizierungen besitzt und Nachhaltigkeitsnachweise in Bezug auf diese Einsparung ausstellt.

Die freiwillige Zertifizierung wird jährlich von einer Konformitätsbewertungsstelle überprüft."

Art. 5 - In Artikel 18 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Die Wortfolge "Der Nachweis der Nachhaltigkeit von Strom und KWK-Wärme, die mit Biomasse-Brennstoffen erzeugt werden, wird" wird durch die Wortfolge "Im Rahmen von Schritten, die auf den Erhalt oder die Gewährung von grünen Zertifikaten abzielen, wird der Nachweis der Nachhaltigkeit von Strom und KWK-Wärme, die mit Biomasse-Brennstoffen erzeugt werden," ersetzt;

2° in Absatz 2 desselben Paragraphen wird die Wortfolge "Bei der Einreichung des Antrags auf eine Umweltgenehmigung bestätigt der Projektträger, dass er mit den Zertifizierungsstellen in Verbindung getreten ist." ersetzt durch die Wortfolge "Im Rahmen von Schritten zum Erhalt von Investitionsbeihilfen oder eines Antrags auf Stellungnahme des BAB, wie in Artikel 20 § 1 Ziffer 5 des vorliegenden Erlasses vorgesehen, bestätigt der Projektträger bei der Einreichung des Antrags auf eine Umweltgenehmigung, dass er mit den Zertifizierungsstellen in Verbindung getreten ist." ersetzt;

3° in Paragraph 2 wird nach dem ersten Absatz ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Die Gewährung von grünen Zertifikaten hängt davon ab, dass der Verwaltung bei jeder vierteljährlichen Indexmeldung die in Artikel 16 genannten Nachhaltigkeitsnachweise vorgelegt werden."

Art. 6 - In Artikel 19 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 wird der Satz "Der Nachweis der Nachhaltigkeit gemäß Artikel 16 obliegt dem Erzeuger des Biomethans, und zwar unabhängig von der Verwendung des Biomethans nach seiner Einspeisung in das Netz." ersetzt durch den Satz "Der Nachweis der Einhaltung der Kriterien für die Nachhaltigkeit und für Treibhausgaseinsparungen gemäß Artikel 16 obliegt sowohl den Biomethanerzeugern als auch den Endkunden des erzeugten Biomethans im Sinne von Artikel 2 Ziffer 35 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts.;"

2° in Paragraph 2 wird Absatz 3 ersetzt durch: "Die Erteilung von Herkunftsnachweisen für das eingespeiste Gas für die von dem vorliegenden Erlass betroffenen Anlagen ist davon abhängig, dass der Verwaltung bei jeder vierteljährlichen Indexmeldung die in Artikel 16 genannten Nachhaltigkeitsnachweise vorgelegt werden."

Art. 7 - Nach Artikel 19 wird ein neuer Artikel 19/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 19/1 - Der Endkunde im Sinne von Artikel 2 Ziffer 35 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, der sich auf den erneuerbaren und nachhaltigen Charakter einer aus einem das Verteiler- oder Transportnetz entnommenen Gasmenge berufen will, erbringt gemäß den von der Verwaltung festgelegten Modalitäten folgende Nachweise:

1° für jede Entnahmeperiode von höchstens einem Monat den Nachweis, dass in der von der Verwaltung verwalteten Datenbank oder in einer Datenbank einer zuständigen Stelle oder einer anerkannten zuständigen Behörde in der Wallonischen Region Herkunftsnachweise, die für die Produktion einer gleichwertigen Menge erneuerbaren Gases, die während dieser gleichen Entnahmeperiode eingespeist wurde, ausgestellt wurden, für seine Rechnung entwertet wurden. Diese entsprechende Gasmenge muss in ein Verteiler- oder Transportnetz eingespeist worden sein, das mit dem Verteiler- oder Transportnetz verbunden ist, aus dem die Gasmenge entnommen wurde, deren erneuerbarer und nachhaltiger Charakter vom Endkunden beansprucht wird. In Ermangelung von miteinander verbundenen Verteiler- oder Transportnetzen weist der Endkunde nach, dass die Rückverfolgbarkeit des verbrauchten Gases durch ein Massenbilanzsystem gemäß Artikel 14 §§ 2 und 3 gewährleistet ist;

2° den Nachweis, dass der oder die Erzeuger der eingespeisten Gasmenge gemäß Ziffer 1 kein Dokument, das den erneuerbaren und nachhaltigen Charakter bescheinigt und für diese Gasmenge ausgestellt wurde, an einen anderen Endkunden, gegebenenfalls über einen Vermittler, übertragen oder verkauft haben.

Um die Anforderung von Absatz 1 Ziffer 1 zu erfüllen, enthält der Nachweis der Entwertung der Herkunftsnachweise gemäß den von der Verwaltung festgelegten Modalitäten:

- 1° die Identität des Endkunden, für dessen Rechnung die Herkunftsnachweise entwertet werden;
- 2° das Datum des Beginns und des Endes der Entnahme;
- 3° den eindeutigen Identifikationscode des Entnahmepunktes;
- 4° die Identität des Gaserzeugers, für den die entwerteten Herkunftsnachweise ausgestellt wurden;
- 5° das Datum des Beginns und des Endes der Einspeisung;
- 6° den eindeutigen Identifikationscode des Einspeisepunktes;

Um die Anforderung von Absatz 1 Ziffer 2 zu erfüllen, legt der Endkunde gemäß den von der Verwaltung festgelegten Modalitäten die in Artikel 16 genannten Nachhaltigkeitsnachweise vor, die sich auf das Gas beziehen, für das die in Absatz 1 Ziffer 1 genannten Herkunftsnachweise ausgestellt und entwertet wurden.

Wenn ein Gaserzeuger nicht gemäß Artikel 16 zertifiziert werden muss, erfüllt der Endkunde die in Absatz 1 Ziffer 2 genannte Anforderung für die von diesem Erzeuger eingespeiste Gasmenge durch eine von diesem Erzeuger unterzeichnete ehrenwörtliche Erklärung.

Die Verwaltung legt die Modalitäten und das Formular der ehrenwörtlichen Erklärung fest."

Art. 8 - In Artikel 21 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 2 Absatz 2 wird die Wortfolge "ob die Kriterien für die Nachhaltigkeit und für Treibhausgaseinsparungen eingehalten werden" durch die Wortfolge "welche Schritte unternommen und welche Maßnahmen ergriffen wurden, um sicherzustellen, dass die Kriterien der Nachhaltigkeit und der Treibhausgaseinsparungen erfüllt werden" ersetzt;

2° Paragraf 4 Absatz 1 wird wie folgt abgeändert:

a) im einleitenden Satz wird die Wortfolge "in Paragraf 1 Ziffer 5 genannte" durch die Wortfolge "in Artikel 20 § 1 Absatz 1 Ziffer 5 genannte" ersetzt;

b) in Ziffer 2 werden folgende Änderungen vorgenommen:

1) die Wortfolge "gemäß § 1 Ziffer 5" durch die Worte "gemäß 20 § 1 Absatz 1 Ziffer 4" ersetzt;

2) die Wortfolge "Bei KWK-Anlagen muss die Analyse belegen, dass es sich bei dem Projekt um eine "hochwertige KWK" handelt" wird ersetzt durch die Wortfolge "KWK-Anlagen werden entsprechend dem Wärme- und Kältebedarf des Kunden im Sinne von Artikel 2 Ziffer 35 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarktes ausgelegt, außer in Situationen, in denen der Antragsteller nachweisen kann, dass die vollständige Nutzung bestimmter Energieträger technisch nicht machbar ist oder dass die mit dieser Nutzung verbundenen Kosten zu einer erheblichen Belastung der Rentabilität des Projekts während seiner Lebensdauer führen würden.";

c) in Ziffer 3 wird die Wortfolge "auf die Einhaltung der in diesem Erlass genannten Klauseln zur Nachhaltigkeit der Inputs" durch die Wortfolge "auf die in dem vorliegenden Erlass genannten Schritte und Maßnahmen, die unternommen wurden, um die Einhaltung der Nachhaltigkeitskriterien zu gewährleisten" ersetzt;

3° Paragraf 5 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: "§ 5. Der Minister kann die Modalitäten der Analyse für die in Artikel 20 § 1 Absatz 1 Ziffern 5, 7 und 8 erwähnten Stellungnahmen und Validierungen präzisieren."

Art. 9 - Nach Artikel 28 wird ein neuer Artikel 28/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 28/1 - Bei Lieferungen von Biomasse, die zwischen dem 23. Februar und dem 31. Dezember 2023 zur Energieerzeugung genutzt wird und für die kein Nachhaltigkeitsnachweis gemäß Artikel 16 erbracht werden konnte, wird davon ausgegangen, dass sie die Kriterien für die Nachhaltigkeit und für Treibhausgaseinsparungen erfüllen, wenn der Energieerzeuger der Verwaltung für jede Lieferung von Biomasse, für die kein Nachhaltigkeitsnachweis erbracht werden konnte, alle Nachweise vorlegt:

1° aus denen hervorgeht, dass er alle Anstrengungen unternommen hat, um so schnell wie möglich Nachhaltigkeitsnachweise gemäß Artikel 16 zu erhalten oder auszustellen, sowie die Gründe, warum es nicht möglich war, diese zu erhalten;

2° aus welchen Gründen er keine vernünftigen Alternativen für den Zugang zu anderen Quellen von Biomasse entwickeln konnte, für die ein Nachhaltigkeitsnachweis hätte erbracht werden können;

3° aus denen hervorgeht, inwieweit die betreffende Biomasse Eigenschaften aufweist, die es ihr ermöglichen, die in den Artikeln 5 bis 11 des vorliegenden Erlasses genannten Kriterien zu erfüllen, wobei auch die Massenbilanz vorzulegen ist.

Die vorgelegten Nachweise werden von einem unabhängigen Rechnungsprüfer gemäß den Anforderungen des ISAE 3000 Standards überprüft. Der Prüfbericht ist der Verwaltung spätestens am 31. März 2024 vorzulegen."

Art. 10 - Artikel 17/1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms in seiner zuletzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Februar 2022 bezüglich der Nachhaltigkeitskriterien für Biomasse zur Energieerzeugung und der Kriterien für Treibhausgaseinsparungen und zur Änderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms abgeänderten Fassung wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 17/1 - Während des gesamten Zeitraums, für den grüne Zertifikate vergeben werden, erfüllt der flüssige Biobrennstoff oder der Biomasse-Brennstoff, der vom Erzeuger in einer Produktionsanlage verwendet wird, die Nachhaltigkeitskriterien und die Kriterien für Treibhausgaseinsparungen.

Der Minister kann das System zur Überprüfung der Einhaltung der Nachhaltigkeitskriterien und der Kriterien für Treibhausgaseinsparungen präzisieren, wie in Artikel 16 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Februar 2022 bezüglich der Nachhaltigkeitskriterien für Biomasse zur Energieerzeugung und der Kriterien für Treibhausgaseinsparungen und zur Änderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms vorgesehen. Dieses System kann insbesondere eine - gegebenenfalls regelmäßige - Zertifizierung und Kontrolle der Produktionsanlage sowie eine Berichtspflicht des Erzeugers in Bezug auf den verwendeten flüssigen Biobrennstoff oder den verwendeten Biomasse-Brennstoff umfassen, die gegebenenfalls mit der Vorlage von Belegen auf Verlangen der Verwaltung verbunden ist.

Wenn die Verwaltung auf der Grundlage des Überprüfungssystems feststellt, dass der vom Erzeuger in einer Produktionseinheit verwendete flüssige Biobrennstoff oder Brennstoff aus Biomasse nicht die Nachweise gemäß Artikel 16 des Erlasses vom 10. Februar 2022 bezüglich der Nachhaltigkeitskriterien für Biomasse zur Energieerzeugung und der Kriterien für Treibhausgaseinsparungen und zur Änderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms erbringt, wendet sie die folgenden Bestimmungen an:

1° wenn für eine Lieferung von Biomasse keine Nachhaltigkeitsnachweise gemäß Artikel 16 des Erlasses vom 10. Februar 2022 bezüglich der Nachhaltigkeitskriterien für Biomasse zur Energieerzeugung und der Kriterien für Treibhausgaseinsparungen und zur Änderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms vorgelegt werden, hat der aus dieser Biomasse erzeugte Strom keinen Anspruch auf die Gewährung grüner Zertifikate;

2° wenn der Energieerzeuger für eine Lieferung von Biomasse nicht nachweisen kann, dass das Kriterium der Treibhausgaseinsparungen erfüllt ist, weil die Quote der Treibhausgaseinsparungen unter den Standards von Artikel 11 des Erlasses vom 10. Februar 2022 bezüglich der Nachhaltigkeitskriterien für Biomasse zur Energieerzeugung und der Kriterien für Treibhausgaseinsparungen und zur Änderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms liegt, hat der aus dieser Biomasse erzeugte Strom keinen Anspruch auf die Gewährung grüner Zertifikate;

3° wenn der Energieerzeuger die Erfüllung des Kriteriums zur Verringerung der Treibhausgaseinsparungen nicht nachweisen kann, weil seine Zertifizierung zurückgezogen, gekündigt, ausgesetzt oder abgelaufen ist, so erhält er keine grünen Zertifikate für den Strom, der zwischen dem Zeitpunkt, ab dem er nicht mehr über eine gültige Zertifizierung verfügt, und dem Zeitpunkt, ab dem die Einhaltung des Kriteriums zur Verringerung der Treibhausgasemissionen erneut gemäß Artikel 16 des Erlasses vom 10. Februar 2022 bezüglich der Nachhaltigkeitskriterien für Biomasse zur Energieerzeugung und der Kriterien für Treibhausgaseinsparungen und zur Änderung des Erlasses der Wallonischen

Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms nachgewiesen werden kann, erzeugt wird.“.

Art. 11 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 8. Juni 2023

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

P. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/45555]

8 JUNI 2023. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 10 februari 2022 betreffende de duurzaamheidscriteria van de biomassa voor de productie van energie en de broeikasgasemissiereductiecriteria en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van elektriciteitsopwekking uit hernieuwbare energiebronnen of warmtekrachtkoppeling

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, inzonderheid op artikel 38, § 1;

Gelet op het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, inzonderheid op de artikelen 2 en 33^{quater} ;

Gelet op het decreet van 15 oktober 2020 betreffende de organisatie van de thermische-energiemarkt en de thermische-energienetten, inzonderheid op artikel 14, § 1;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 2 en 30, die hun decretale basis hebben in de artikelen 17 en 83 van het besluit van 11 maart 1999;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van elektriciteitsopwekking uit hernieuwbare energiebronnen of warmtekrachtkoppeling;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 10 februari 2022 betreffende de duurzaamheidscriteria van de biomassa voor de productie van energie en de broeikasgasemissiereductiecriteria en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van elektriciteitsopwekking uit hernieuwbare energiebronnen of warmtekrachtkoppeling;

Gelet op het rapport van 18 juli 2022 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies nr. 73.232/4 van de Raad van State, gegeven op 29 maart 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de kennisgeving SA.63176 van 20 mei 2021 betreffende de Waalse regeling voor groene certificaten;

Gelet op het advies van de “Fédération des biométhaniseurs agricoles”, gegeven op 6 januari 2023;

Gelet op het advies van de “Fédération wallonne de l’agriculture” (Waalse landbouwbond), gegeven op 12 augustus 2023;

Gelet op het advies van het transversaal comité voor biomassa-energie, gegeven op 13 januari 2023;0}

Gelet op het advies van de beleidsgroep “Energie”, gegeven op 13 januari 2023;

Gelet op het advies van EDORA, gegeven op 16 januari 2023;

Op de voordracht van de Minister van Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Richtlijn (EU) 2018/2001 van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2018 ter bevordering van het gebruik van energie uit hernieuwbare bronnen wordt bij dit besluit gedeeltelijk omgezet.

Art. 2. Artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 10 februari 2022 betreffende de duurzaamheidscriteria van de biomassa voor de productie van energie en de broeikasgasemissiereductiecriteria en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van elektriciteitsopwekking uit hernieuwbare energiebronnen of warmtekrachtkoppeling wordt gewijzigd als volgt :

1° in lid 1 wordt het tussen punt 27° en punt 28° ingevoegde punt “30°” vervangen door “27/1°” ;

2° na punt 30° wordt het volgende ingevoegd:

“31° bewijs van duurzaamheid: een aangifte opgesteld door een marktdeelnemer die houder is van een certificaat afgegeven door een certificerende instantie in het kader van een vrijwillig systeem. Het bewijs van duurzaamheid certificeert de conformiteit van een specifieke partij biomassa of brandstoffen met de duurzaamheids- en broeikasgasemissiereductiecriteria die worden beschreven in de artikelen 5 tot 11 van het besluit van de Waalse Regering van 10 februari 2022 betreffende de duurzaamheidscriteria van de biomassa voor de productie van energie en de broeikasgasemissiereductiecriteria en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van elektriciteitsopwekking uit hernieuwbare energiebronnen of warmtekrachtkoppeling.

32° marktdeelnemer : een producent van biomassa, een inzamelaar van afval en residuen, een exploitant van installaties die biomassa omzetten in tussen- of eindproducten voor de productie van brandstoffen, een exploitant van installaties die energie uit biomassa produceren, of een andere exploitant, met inbegrip van exploitanten van opslagfaciliteiten of handelaren die fysiek in het bezit zijn van biomassagrondstoffen of brandstoffen, op voorwaarde dat zij informatie verwerken met betrekking tot de duurzaamheid en de broeikasgasemissiereductiekenmerken van die grondstoffen of brandstoffen. In het geval van hernieuwbaar gas uit biomassa geldt dit ook voor gasproducenten, tussenpersonen, leveranciers en eindafnemers.”;

3° lid 4 wordt vervangen door wat volgt :

“Met betrekking tot lid 1, 27°, geven de conformiteitsbeoordelingsinstanties een certificaat af aan marktdeelnemers op basis van een certificatieregeling als bedoeld in dit besluit.”;

4° in lid 5 wordt “29” vervangen door “28”.

Art. 3. In artikel 12, 1°, van hetzelfde besluit, worden de woorden “en indien de e1-waarde voor deze vloeibare biomassa, berekend overeenkomstig het door de Minister bepaalde systeem, gelijk is aan of lager is dan nul” geschrapt.

Art. 4. Artikel 16 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

“Art. 16 Om de naleving van de criteria voor duurzaamheid en reductie van broeikasgasemissies uit biomassa aan te tonen, gaat elke partij biomassa vergezeld van een bewijs van duurzaamheid.

Wanneer een criterium voor broeikasgasemissiereductie van toepassing is, toont de energieproducent aan dat hij aan dit criterium voldoet wanneer hij houder is van een van de vrijwillige certificeringen die door de Europese Commissie overeenkomstig artikel 30, §§ 4 en 5, van Richtlijn (EU) 2018/2001 zijn erkend, en levert hij het bewijs van duurzaamheid met betrekking tot deze reductie.

De vrijwillige certificering wordt jaarlijks gecontroleerd door een conformiteitsbeoordelingsinstantie.”.

Art. 5. In artikel 18 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 wordt het eerste lid vervangen als volgt: “In het kader van procedures voor het verkrijgen of toekennen van groene certificaten, wordt het bewijs van de duurzaamheid van elektriciteit en warmtekrachtkoppeling geproduceerd uit biomassabrandstoffen door de producent geleverd overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van elektriciteitsopwekking uit hernieuwbare energiebronnen of warmtekrachtkoppeling.

2° in dezelfde paragraaf wordt het tweede lid vervangen als volgt: “In het kader van de procedures voor het verkrijgen van investeringssteun of een adviesaanvraag bij het transversaal comité voor biomassa-energie zoals bepaald in artikel 20, § 1, 5°, van dit besluit, verklaart de projectontwikkelaar bij de indiening van zijn aanvraag voor een milieuvergunning dat hij contact heeft opgenomen met de certificerende instanties.”;

3° in paragraaf 2 wordt, na het eerste lid, een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt:

“De toekenning van groene certificaten is afhankelijk van de voorlegging aan de Administratie van een bewijs van duurzaamheid, zoals bedoeld in artikel 16, op het moment van elke driemaandelijke indexaangifte.”.

Art. 6. In artikel 19 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 wordt de zin “Het bewijs van duurzaamheid als bedoeld in artikel 16 is de verantwoordelijkheid van de producent van biomethaan, ongeacht het gebruik van het biomethaan na de injectie ervan in het net.” vervangen door “Zowel de producenten van biomethaan als de eindafnemers van het geproduceerde biomethaan in de zin van artikel 2, 35°, van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt zijn verantwoordelijk voor het bewijs van de naleving van de duurzaamheids- en broeikasgasemissiereductiecriteria die in artikel 16 zijn vastgesteld.”;

2° in paragraaf 2 wordt het derde lid vervangen als volgt: “De toekenning van garanties van oorsprong voor geïnjecteerd gas voor de installaties waarop dit besluit betrekking heeft, is afhankelijk van de voorlegging aan de Administratie van het bewijs van duurzaamheid bedoeld in artikel 16 op het moment van elke driemaandelijke indexaangifte.”.

Art. 7. Na artikel 19 wordt een nieuw artikel 19/1 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 19/1. De eindafnemer, in de zin van artikel 2, 35°, van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, die zich wil beroepen op het hernieuwbare en duurzame karakter van een hoeveelheid gas die aan een distributie- of transmissienet is onttrokken, levert, overeenkomstig de door de Administratie bepaalde modaliteiten, de volgende bewijzen :

1° voor elke afnameperiode van maximum één maand, het bewijs van de annulering in zijn naam, in de databank beheerd door de Administratie of in een databank van een bevoegde instantie of een bevoegde autoriteit erkend in het Waalse Gewest, van garanties van oorsprong die zijn afgegeven voor de productie van een gelijkwaardige hoeveelheid hernieuwbaar gas geïnjecteerd tijdens dezelfde afnameperiode. Deze gelijkwaardige hoeveelheid gas moet zijn geïnjecteerd in een distributie- of transmissienet dat onderling verbonden is met het distributie- of transmissienet waaraan de hoeveelheid gas waarvan de eindafnemer het hernieuwbare en duurzame karakter opeist, werd afgenomen. Als er geen onderling verbonden distributie- of transmissienetten zijn, moet de eindafnemer aantonen dat de tracerbaarheid van het verbruikte gas gegarandeerd wordt door een massabalanssysteem overeenkomstig artikel 14, §§ 2 en 3;

2° het bewijs leveren dat de producent of producenten van de geïnjecteerde hoeveelheid gas, vermeld in 1°, aan een andere eindafnemer, in voorkomend geval via een tussenpersoon, geen document hebben overgedragen of verkocht waaruit blijkt dat deze hoeveelheid gas hernieuwbaar en duurzaam is.

Om te voldoen aan de vereiste van lid 1, 1°, moet het bewijs van de annulering van de garanties van oorsprong volgens de door de Administratie bepaalde modaliteiten de volgende elementen vermelden:

1° de identiteit van de eindafnemer voor wiens rekening de garanties van oorsprong worden geannuleerd;

2° de begin- en einddatum van de afname;

3° de unieke identificatiecode van het afnamepunt;

4° de identiteit van de gasproducent waarvoor de geannuleerde garanties van oorsprong werden afgegeven;

5° de begin- en einddatum van de injectie;

6° de unieke identificatiecode van het injectiepunt.

Om te voldoen aan de vereiste van lid 1, 2°, moet de eindafnemer volgens de door de Administratie bepaalde modaliteiten de in artikel 16 bedoelde bewijzen van duurzaamheid voorleggen met betrekking tot het gas waarvoor de garanties van oorsprong, vermeld in paragraaf 1, 1°, werden uitgegeven en geannuleerd.

Indien een gasproducent niet moet worden gecertificeerd overeenkomstig artikel 16, voldoet de eindafnemer aan de vereiste, vermeld in het eerste lid, 2°, voor de hoeveelheid gas die door deze producent wordt geïnjecteerd, door middel van een door deze producent ondertekende verklaring op eer.

De Administratie stelt de modaliteiten en de vorm van de verklaring op erewoord vast.”.

Art. 8. In artikel 21 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden “In voorkomend geval wordt in het advies nagegaan of de duurzaamheids- en broeikasgasemissiereductiecriteria worden nageleefd.” vervangen door de woorden “In voorkomend geval analyseert het advies de stappen die zijn ondernomen en de maatregelen die zijn genomen om de naleving van de duurzaamheids- en broeikasgasemissiereductiecriteria te waarborgen.”;

2° in paragraaf 4, eerste lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in de inleidende zin worden de woorden “vermeld in paragraaf 1, 5°” vervangen door de woorden “vermeld in artikel 20, § 1, eerste lid, 5°”;

b) in 2° worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1) in de inleidende zin worden de woorden “vermeld in paragraaf 1, 5°” vervangen door de woorden “vermeld in artikel 20, § 1, eerste lid, 5°”;

2) de woorden “Voor warmtekrachtkoppelingssystemen moet de studie aantonen dat het project een “kwaliteitswarmtekrachtkoppeling” is.” worden vervangen door de woorden “Warmtekrachtkoppelingssystemen zijn ontworpen om te voldoen aan de warmte- en koudebehoefte van de afnemer, in de zin van artikel 2, 35°, van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, behalve in situaties waarin de aanvrager kan aantonen dat de volledige terugwinning van bepaalde energiedragers technisch niet haalbaar is, of dat de kosten in verband met een dergelijke terugwinning de winstgevendheid van het project tijdens de levensduur ervan aanzienlijk zouden verminderen.”;

c) in 3° worden de woorden “op de naleving van de in dit besluit bedoelde duurzaamheidsclausules voor de inputs.” vervangen door de woorden “op de stappen die zijn ondernomen en de maatregelen die zijn genomen om de naleving van de duurzaamheidscriteria te garanderen”;

3° paragraaf 5 wordt vervangen als volgt: § 5. De Minister kan de analysemodaliteiten voor de adviezen en de validatie bedoeld in artikel 20, § 1, eerste lid, 5°, 7° en 8° bepalen.”.

Art. 9. Na artikel 28 wordt een nieuw artikel 28/1 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 28/1. Partijen biomassa die tussen 23 februari en 31 december 2023 voor energieproductie worden gebruikt en waarvoor geen bewijs van duurzaamheid in de zin van artikel 16 kon worden verkregen, worden geacht te voldoen aan de duurzaamheids- en broeikasgasemissiereductiecriteria indien de energieproducent voor elke partij biomassa waarvoor geen bewijs van duurzaamheid kon worden verkregen, aan de Administratie alle bewijsstukken verstrekt:

1° waaruit blijkt dat hij alles in het werk heeft gesteld om zo snel mogelijk een bewijs van duurzaamheid overeenkomstig artikel 16 te verkrijgen of af te geven, en de redenen waarom het redelijkerwijs niet mogelijk was een dergelijk bewijs te verkrijgen;

2° die aantonen waarom hij er niet in geslaagd is redelijke alternatieven te ontwikkelen om toegang te krijgen tot andere biomassa-bronnen waarvoor een bewijs van duurzaamheid had kunnen worden verkregen;

3° die aantonen in welke mate de betrokken biomassa kenmerken heeft waardoor ze kan voldoen aan de criteria, vermeld in de artikelen 5 tot 11 van dit besluit, door ook de massabalans te verstrekken.

Het verstrekte bewijs zal worden onderworpen aan een verificatie-audit door een onafhankelijke auditor overeenkomstig de vereisten van ISAE 3000. Het auditverslag zal uiterlijk op 31 maart 2024 bij de Administratie worden ingediend.”.

Art. 10. Artikel 17/1 van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van elektriciteitsopwekking uit hernieuwbare energiebronnen of warmtekrachtkoppeling, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 februari 2022 betreffende de duurzaamheidscriteria van de biomassa voor de productie van energie en de broeikasgasemissiereductiecriteria en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van elektriciteitsopwekking uit hernieuwbare energiebronnen of warmtekrachtkoppeling, wordt vervangen als volgt:

“§ Art. 17/1. Gedurende de hele periode waarin groene certificaten worden toegekend, voldoet de vloeibare biomassa of de biomassa-brandstof die de producent gebruikt in een productie-eenheid aan de duurzaamheids- en broeikasgasemissiereductiecriteria.

De Minister kan het systeem specificeren voor het controleren van de naleving van de duurzaamheids- en broeikasgasemissiereductiecriteria, zoals bepaald in artikel 16 van het besluit van de Waalse Regering van 10 februari 2022 betreffende de duurzaamheidscriteria van de biomassa voor de productie van energie en de broeikasgasemissiereductiecriteria en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van elektriciteitsopwekking uit hernieuwbare energiebronnen of warmtekrachtkoppeling. Dit systeem kan in het bijzonder certificering en controle omvatten, in voorkomend geval op regelmatige tijdstippen, van de productie-eenheid, en een verplichting voor de producent om de gebruikte vloeibare biomassa of de gebruikte biomassa-brandstof aan te geven, samen met het overleggen van bewijsstukken indien de Administratie daarom vraagt.

Wanneer de Administratie op basis van het verificatiesysteem vaststelt dat de vloeibare biomassa of de biomassa-brandstof die door de producent in een productie-eenheid wordt gebruikt, niet het bewijs levert dat wordt vereist door artikel 16 van het besluit van 10 februari 2022 betreffende de duurzaamheidscriteria van de biomassa voor de productie van energie en de broeikasgasemissiereductiecriteria en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van elektriciteitsopwekking uit hernieuwbare energiebronnen of warmtekrachtkoppeling, past ze de volgende bepalingen toe:

1° wanneer een partij biomassa niet vergezeld gaat van een bewijs van duurzaamheid overeenkomstig artikel 16 van het decreet van 10 februari 2022 betreffende de duurzaamheidscriteria van de biomassa voor de productie van energie en de broeikasgasemissiereductiecriteria en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van elektriciteitsopwekking uit hernieuwbare energiebronnen of warmtekrachtkoppeling, geeft de elektriciteit opgewekt uit deze biomassa geen recht op de toekenning van groene certificaten;

2° wanneer de energieproducent voor een partij biomassa niet kan aantonen dat voldaan is aan het broeikasgasemissiereductiecriterium omdat het broeikasgasemissiereductiepercentage lager is dan de normen bedoeld in artikel 11 van het besluit van 10 februari 2022 betreffende de duurzaamheidscriteria van de biomassa voor de productie van energie en de broeikasgasemissiereductiecriterium, geeft de elektriciteit opgewekt uit deze biomassa geen recht op de toekenning van groene certificaten;

3° wanneer de energieproducent niet kan aantonen dat voldaan is aan het broeikasgasemissiereductiecriterium omdat zijn certificering ingetrokken, beëindigd, geschorst of verlopen is, ontvangt hij geen groene certificaten voor de elektriciteit die wordt opgewekt tussen de datum vanaf wanneer hij niet langer over een geldige certificering beschikt en het tijdstip waarop de naleving van het broeikasgasemissiereductiecriterium opnieuw kan worden aangetoond overeenkomstig artikel 16 van het besluit van 10 februari 2022 betreffende de duurzaamheidscriteria van de biomassa voor de productie van energie en de broeikasgasemissiereductiecriterium en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van elektriciteitsopwekking uit hernieuwbare energiebronnen of warmtekrachtkoppeling.”.

Art. 11. De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 8 juni 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,

P. HENRY

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/44867]

**29 JUIN 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon
modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 relatif à l'audit logement**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Habitation durable, les articles 14 et 29, modifiés en dernier lieu par le décret du 21 décembre 2022 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 relatif à l'audit logement ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 7 février 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 mars 2023 ;

Vu le rapport du 23 février 2023 établi conformément à l'article 3, 2° du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'Etat le 23 mars 2023, en application de l'article 84, § 1, alinéa 1, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973.

Considérant l'avis du pôle « Logement », donné le 12 avril 2023 ;

Considérant l'avis du pôle « Energie », donné le 12 avril 2023 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Energie et du Ministre du Logement ;

Après délibération,

Arrêtent :

Article 1^{er}. Dans l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 relatif à l'audit logement, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 3°, les mots « des rapports générés » sont remplacés par les mots « un rapport généré » ;

2° au 6°, les mots « chaque bouquet forme un tout indivisible ; » sont abrogés ;

3° le 10° est abrogé.

Art. 2. A l'article 3 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les mots « association de copropriétaires » sont insérés entre les mots « droit réel » et « ou locataire d'un logement » ;

2° le paragraphe 3 est abrogé ;

3° un paragraphe 3 rédigé comme suit complète l'article : « § 3. L'audit peut comporter un module « santé et confort des habitants » visé à l'article 5, § 2. ».

Art. 3. Dans l'article 5 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, le 3° est remplacé comme suit : « 3° d'analyser les aspects liés à la sécurité, l'étanchéité, la stabilité et la performance énergétique du logement ou du logement en devenir, d'en déterminer les améliorations et de quantifier les gains énergétiques potentielles » ;

2° au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots « aux bouquets de travaux » sont remplacés par les mots « à la liste des recommandations » ;

3° au paragraphe 2, 2°, les mots « les bouquets de travaux établis au paragraphe » sont remplacés par les mots « les travaux recommandés conformément au paragraphe » ;

4° le paragraphe 3 est abrogé ;

5° au paragraphe 5, les mots « paragraphes 1^{er} à 3 » sont remplacés par les mots « paragraphes 1^{er} et 2 ».